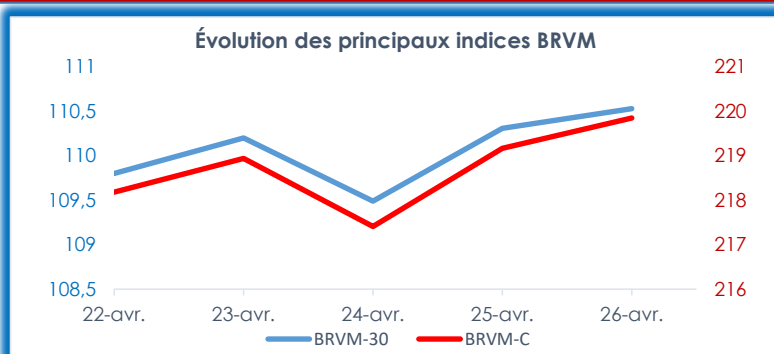


DONNÉES DU MARCHÉ



Plus fortes hausses

Titres	Séance du 19-avr.-24	Séance du 26-avr.-24	Var. en %
SAPH CI	2 005	2 400	19,7%
NEI-CEDA CI	650	745	14,6%
TRACTAFRIC CI	2 100	2 300	9,5%
SERVAIR ABIDJAN CI	1 285	1 390	8,17%
FILTISAC CI	1 855	1 995	7,55%

Évolution du marché des actions de la BRVM sur la semaine

Indicateurs	19-avr.-24	26-avr.-24	Var. en %
Capitalisation boursière	8 049 130 262 517	8 097 033 015 591	▲ 0,60%
Val. échangée	1 729 841 049	2 046 692 781	▲ 18,32%
Nbre de titres échangés	753 935	1 075 141	▲ 42,6%
BRVM-C	218,60	219,85	▲ 0,57%
BRVM-30	110,10	110,53	▲ 0,39%

Plus fortes baisses

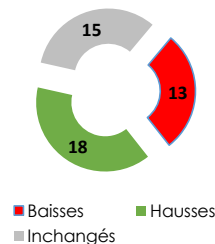
Titres	Séance du 19-avr.-24	Séance du 26-avr.-24	Var. en %
CFAO MOTORS CI	775	750	-3,22%
SICABLE CI	1 125	1 090	-3,11%
BOA CI	7 200	6 980	-3,05%
CIE CI	1 590	1 560	-1,88%
SIB CI	5 780	5 700	-1,38%

Source : brvm.org

TOP 5 des titres les plus actifs sur la semaine

En termes de valeur		En termes de volume	
Titres	Valeurs des transactions en FCFA	Titres	Nombre de titres transigés
SGB CI	468 164 525	ETI TOGO	607 156
ECOBANK CI	161 265 855	CIE CI	78 251
ONATEL BF	157 810 865	ONATEL BF	69 539
BOA CI	154 283 430	SAPH CI	27 171
SODE CI	152 221 735	SGB CI	26 111

Évolution générale des titres



Marchés étrangers (Afrique)				Cours des matières premières		
Indices	19-avr.-24	26-avr.-24	Var. en %	Matières premières	26-avr.-24	Var. 1Janv
GHANA GSE-CI	3 504,35	3 504,25	▼ 0,0%	Pétrole BRENT USD/Baril	87,37	11,2%
NIGERIA NSE	99 539,95	97 879,94	▼ -1,7%	Cacao USD/Tonne	10 594,00	152,5%
KENYA NSE	106,60	106,80	▲ 0,2%	Sucre USD/lb	19,05	-7,4%
TUNISIE TUNINDEX	8 879,10	8 177,33	▼ -7,9%	Coton USD/lb	80,90	-0,1%
MAROC MASI	13 453,35	13 373,90	▼ -0,6%	Caoutchouc USD/kg	2,00	19,8%

Source : Bloomberg / ABC Bourse / African markets / Investing.com

Semaine 17 : "Les publications financières dopent la performance du marché"

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières a clôturé la semaine 17 avec une deuxième semaine consécutive de hausse. Cette progression a été principalement soutenue par la tendance positive des actions, stimulée par la publication des résultats financiers annuels. L'indice principal a enregistré une augmentation de 0,57%, atteignant ainsi 219,85 points.

La progression du marché sur la semaine a été guidée par celle des actions CORIS BANK INT BF (+3,61% à 9480 FCFA), ORANGE CI (+1,29% à 10 990 FCFA) et BOA BF (+0,15% à 6900 FCFA). La présence d'investisseurs à la recherche de rendements plus élevés a contribué à soutenir le cours de 18 valeurs, tandis que 15 ont enregistré des baisses.

En ce qui concerne les publications des résultats annuels de 2023 qui ont été faites au cours de la semaine, SERVAIR ABIDJAN a enregistré un bénéfice de 1,34 milliard FCFA et prévoit distribuer 2,5 milliards FCFA à ses actionnaires, ce qui représente le meilleur rendement en dividende (15,92%) du marché au cours de clôture du jour de la publication. CFAO MOTORS CI a également présenté ses états financiers avec un résultat en augmentation de 15,65%, atteignant 6,4 milliards FCFA.

Cependant, les résultats de NEI-CEDA et NESTLE CI ont montré de légères contractions, mais ont tout de même distribué des dividendes respectifs de 1,16 milliard FCFA et 16,55 milliards FCFA soit respectivement 81,78 FCFA et 675 FCFA par action.

Par ailleurs, SONATEL (+16,9% à 96,6 milliards FCFA), ONATEL (+9,4% à 5,28 milliards FCFA) et SERVAIR ABIDJAN (+26,6% à 371,36 millions FCFA) ont tous annoncé des résultats en progression pour le premier trimestre de 2024, tandis que ceux de SICABLE ont diminué de 12% pour atteindre 516,8 millions FCFA.

Le titre **SAPH CI** enregistre la meilleure performance de la semaine après avoir enregistré 03 semaines consécutives de baisse. Le cours de l'action remonte avec 19,7% de hausse à 2400 FCFA.

NEI CEDA enregistre la 2^e meilleure hausse avec une variation de 14,6% à 745 FCFA. Son cours a été dopé par le rendement du dividende malgré un léger retrait du résultat net annuel 2023.

Les titres **TRACTAFRIC MOTORS** (+9,5% à 2300 FCFA), **SERVAIR ABIDJAN** (+8,17% à 1390 FCFA) et **FILTISAC CI** (+7,55% à 1995 FCFA) complètent le top 5.

Du côté des titres en baisse, nous avons **CFAO MOTORS** qui enregistre la plus forte baisse soit 3,23% à 750 FCFA. Cette baisse survient alors que la société a publié une hausse de son résultat net annuel 2023.

L'action SICABLE a perdu 3,11% à 1090 FCFA cette semaine, en raison de prises de bénéfices par certains investisseurs.

Les autres titres du flops 05 sont **BOA CI** (-3,05% à 6980 FCFA), **CIE CI** (-1,88% à 1560 FCFA) et **SIB CI** (-1,38% à 5700 FCFA).

Bénin : le 19 avril 2024, l'agence de notation S&P a rehaussé la notation de crédit de la République du Bénin, la faisant passer de « B+ » avec une perspective « Positive » à « BB- » avec une perspective « Stable ». Ainsi, le Bénin est désormais au même niveau de risque que la Côte d'Ivoire, locomotive de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, notée BB- et qui n'a jamais accédé au niveau de l'investment grade. Le Bénin surclasse aussi le Sénégal (noté B+/B) grâce à une batterie de réformes de l'environnement des affaires et à une discipline budgétaire saluée par l'agence de notation. « Cette mise à jour reflète les progrès réalisés par le Bénin dans la gestion économique, budgétaire et financière malgré l'instabilité régionale », estime l'agence.

En outre, S&P a relevé que l'économie du Bénin a enregistré une croissance de 6,4% en 2023, et prévoit que la croissance moyenne restera au-dessus de ce niveau de 2024 à 2027. L'évolution est attribuée à des politiques économiques robustes et à une mise en œuvre efficace du Programme d'Actions du Gouvernement, notamment par l'expansion du port de Cotonou et le développement de la zone économique spéciale de Glo Djigbé.

L'agence a aussi souligné une performance budgétaire solide pour l'année 2023, marquée par une augmentation des recettes budgétaires, attribuable à l'amélioration des performances des administrations fiscales et douanières. La stratégie de financement du Bénin et sa gestion proactive de la dette ont été soulignées positivement, notamment avec l'émission réussie d'un Eurobond inaugural en dollars d'un montant de 750 millions de dollars à échéance de 14 ans en février 2024. En clair, S&P a reconnu la crédibilité du Bénin auprès des bailleurs internationaux et sa capacité à mobiliser des financements innovants pour atténuer les impacts de l'augmentation globale des taux d'intérêt sur son économie nationale.

BRVM : La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et le Global Green Growth Institute (Gggi) ont officiellement scellé un partenariat le 25 avril 2024, visant à renforcer la coopération entre les deux institutions. Cette collaboration stratégique s'articule autour de la volonté de la BRVM de consolider les compétences des acteurs du marché financier régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de faciliter l'émission d'obligations vertes, sociales et durables (ESG) dans les pays de la sous-région. Ce partenariat profitera aux huit pays membres de l'UEMOA, en offrant des programmes de sensibilisation et de formation sur mesure destinés à intégrer les pratiques de financement durable dans les activités des institutions financières, des investisseurs, des participants au marché et des émetteurs potentiels.

Sous la houlette du directeur général de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus vaste qui vise à promouvoir l'utilisation d'instruments financiers adaptés dans l'UEMOA. Ce partenariat, appuyé par le ministère ivoirien de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique, symbolise l'engagement conjoint en faveur de la durabilité, de l'innovation et de la collaboration. En unissant leurs efforts, les deux institutions aspirent à catalyser un changement positif et à ouvrir la voie à un avenir plus vert, plus résilient et plus prospère pour les générations futures, conformément aux objectifs des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) des pays de l'UEMOA.

Le Burkina Faso dépassera le Mali en tant que quatrième économie de la zone CFA en 2024 (FMI)

À eux trois, les pays de l’AES pèseront 62,3 milliards \$ de PIB cumulé avec en tête le Burkina Faso qui supplantera son voisin malien, selon le FMI. Ouagadougou restera néanmoins loin derrière la 1^{re} économie de la zone, la Côte d’Ivoire, qui affichera un PIB de 86,9 milliards \$ cette année.

Le Burkina Faso deviendra la quatrième économie de la zone CFA en 2024. C’est ce qui ressort des données publiées par le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de ses perspectives économiques régionales publiées au cours de ce mois d’avril 2024.

D’après les données de l’institution, l’économie burkinabé estimée à 20,3 milliards \$ (à prix courants) en 2023 atteindra les 21,9 milliards \$ cette année. Devancé respectivement par les économies de la Côte d’Ivoire, du Cameroun et du Sénégal, le pays des hommes intègres sera suivi du Mali. Ce dernier, qui occupait la quatrième place de la zone CFA avec un PIB de 20,6 milliards \$, retombera donc à la cinquième place, malgré une augmentation de son économie à 21,6 milliards \$.

Pays principalement connus pour leurs ressources minières, le Mali et le Burkina Faso ont connu ces dernières années des changements politiques majeurs qui continuent d’impacter leurs économies. Après avoir annoncé leur retrait de l’espace d’échange économique commun que représente la CEDEAO, les deux pays semblent désormais préparés à sortir du franc CFA qu’ils considèrent comme une monnaie coloniale. Une décision dont l’impact sur leur PIB n’est toujours pas évalué, d’autant plus que les détails de la nouvelle monnaie qui devrait être commune avec le Niger n’ont toujours pas été révélés.

Dans la zone CFA, la Côte d’Ivoire continuera de tenir le leadership des principales économies. Bénéficiant d’une croissance économique soutenue, et qui sera alimentée par les projets pétro-gaziers en cours d’exploitation, l’économie du pays des éléphants franchira pour la première fois le cap des 100 milliards \$ en 2026, pour atteindre 109 milliards \$ en 2027.

Classement des économies de la zone CFA en 2024 selon les prévisions du FMI

Rang	Pays	PIB (milliards \$)
1	Côte d’Ivoire	86,91
2	Cameroun	53,20
3	Sénégal	35,45
4	Burkina Faso	21,90
5	Mali	21,66
6	Bénin	21,37
7	Gabon	21,01
8	Niger	18,81
9	Tchad	18,69
10	République du Congo	15,50
11	Guinée équatoriale	10,70
12	Togo	9,83
13	Centrafrique	2,81
14	Guinée Bissau	2,15

OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ

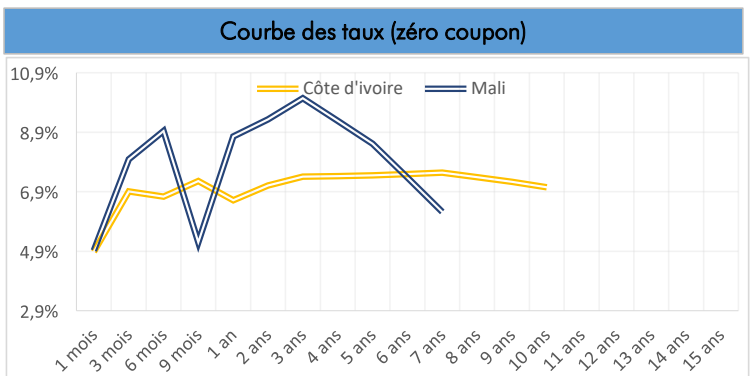
Marché monétaire (opérations du marché d'adjudication de la BCEAO pour la semaine à venir)

- **Le 30-04-2024** : émission simultanée de la Côte d'Ivoire, deux **BAT (03 mois et 12 mois)** et deux **OAT (03 ans au taux d'intérêt de 5,7% et 03 ans au taux d'intérêt de 5,9%)** pour un montant de global **65 milliards FCFA**
- **Le 02-05-2024** : émission simultanée du Mali, deux **BAT (06 mois et 12 mois)** et un **OAT sur 03 ans au taux d'intérêt de 6,15%** pour un montant de global **25 milliards FCFA**

Marché primaire

Du 11 avril au 02 mai 2024 : emprunt obligataire du Trésor Public du Burkina Faso pour un montant de **120 milliards FCFA en deux tranches A (40 milliards FCFA au taux d'intérêt de 6,30% sur 5 ans) et B (80 milliards FCFA au taux d'intérêt de 6,50% sur 7 ans)**.

Maturité	Benin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
1 mois	5,97%	7,4%	4,9%	7,8%	4,9%	5,3%	3,3%	6,9%
3 mois	7,29%	7,8%	6,7%	9,5%	8,0%	3,9%	5,7%	7,5%
6 mois	7,58%	9,1%	7,3%	9,4%	8,2%	8,2%	7,8%	5,1%
1 an	7,19%	8,5%	6,6%	8,8%	8,8%	7,8%	7,4%	7,8%
2 ans	7,22%	8,7%	7,1%	9,3%	9,3%	7,5%	6,4%	4,5%
3 ans	7,33%	9,1%	7,4%	10,0%	10,0%	7,0%	7,6%	7,7%
4 ans	6,97%	8,7%	7,4%	9,1%	9,3%	7,0%	7,6%	7,3%
5 ans	6,20%	7,6%	7,4%	8,3%	8,5%	6,6%	7,6%	7,8%
6 ans	5,79%	7,8%	7,5%	7,6%	7,4%	6,5%	6,4%	5,4%
7 ans	4,78%	7,1%	7,5%	6,9%	6,2%	6,5%	5,2%	6,0%
8 ans	5,02%	6,8%	7,4%				5,3%	5,9%
9 ans	5,06%	6,3%	7,2%				5,3%	5,8%
10 ans	5,10%	5,7%	7,1%				5,4%	5,6%
11 ans							5,5%	5,7%
12 ans							5,6%	5,8%
13 ans							5,7%	5,9%
14 ans							5,9%	6,0%
15 ans							6,0%	6,0%



L'AUGMENTATION DU CAPITAL

L'augmentation de capital est une modalité de croissance externe de l'entreprise, mais sert aussi à renforcer sa structure financière lorsque la société est affaiblie financièrement.

LE CONTEXTE D'UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

La décision d'augmenter le capital de la société se fait lors d'assemblée générale extraordinaire et cette instance de la société est la seule à pouvoir en décider. Cette décision se prend suite à un rapport du conseil d'administration ou du directoire de l'entreprise, dans lequel tous les motifs de l'augmentation de capital sont indiqués.

LES DIFFÉRENTES FAÇONS DE PROCÉDER À UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

Il existe plusieurs formes d'augmentation du capital social, les plus courantes sont :

1. **l'augmentation de capital par apport en numéraire** : Les actionnaires injectent de l'argent liquide dans l'entreprise en échange de nouvelles actions émises par celle-ci. Cela permet à l'entreprise de disposer de liquidités supplémentaires pour financer ses activités ou ses projets de croissance.
2. **l'augmentation de capital par apport en nature** : Plutôt que de verser de l'argent, les actionnaires peuvent apporter des biens tangibles ou des actifs non monétaires à l'entreprise en échange de nouvelles actions. Ces actifs peuvent inclure des propriétés, des brevets, des équipements, etc.
3. **l'augmentation de capital par incorporation de réserves** : L'entreprise peut décider d'utiliser une partie ou la totalité de ses réserves accumulées pour émettre de nouvelles actions aux actionnaires existants ou à de nouveaux investisseurs.

L'OBJECTIF D'UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

Les montants récoltés suite à une augmentation de capital servent à stabiliser et renforcer la structure financière du groupe ; ils peuvent être affectés au besoin en fonds de roulement, indispensable pour assurer l'activité de la société, à la trésorerie ou servir à rembourser des créances. Lors de cette opération, le capital est dilué, ce qui peut pénaliser les actionnaires actuels de l'entreprise. Ainsi, ces derniers bénéficient de droit de souscription préférentiel.



BURKINA FASO : +226 25 33 14 85



CÔTE D'IVOIRE : +225 20 30 75 15



MALI : +223 20 70 59 00



TOGO : +228 22 20 82 82

Avertissement:

Les informations contenues dans le présent document sont fournies à titre indicatif et ne pourraient être considérées comme une incitation d'investissement. Elles ont été obtenues de sources considérées fiables mais ne peuvent pas être garanties quant à leur précision par notre SGI. Par conséquent, nous nous désengageons de toute responsabilité quant à l'inexactitude ou omission de certaines données.

